



**Engagé·es
au quotidien**

Déclaration préalable des syndicats de la FSU

**CDEN du Territoire de Belfort -
28 septembre 2026**

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

C'est l'automne, sauf pour la météo ! Si les canicules de la fin d'année et ses conséquences sur l'Ecole ont été largement médiatisées, la rentrée s'est déroulée sous de fortes chaleurs. Déjà, les personnels (professeur.es, CPE, Psy-EN, AESH, AED) font remonter l'impossibilité de faire correctement leur travail dans des salles et des établissements qui surchauffent, et observent des élèves en difficulté pour suivre les cours.

La FSU a de nouveau alerté le Président du Département, M. le Préfet et M. le DASEN au sujet de l'état du bâti scolaire, des conséquences des épisodes de fortes chaleurs et, plus largement, du désengagement de l'État face à une urgence climatique qui touche directement les conditions d'étude et de travail.

À ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse, et ce silence ne correspond pas à la gravité de la situation. Les personnels, les élèves et les familles n'ont pas besoin de nouvelles déclarations d'intention : ils ont besoin de réponses concrètes, de moyens et d'un calendrier.

Alors que deux chiffres ont été avancés dans des instances (20 millions d'euros lors du CDEN du 20 avril 2026, puis 25 millions lors du débat budgétaire du 25 juin 2026), quel sera le montant réellement investi et planifié ? **La FSU** ne demande pas que les grands travaux commencent dès demain, mais de nombreuses collectivités ont déjà engagé des adaptations, moins coûteuses, et immédiates (végétalisation des espaces extérieurs par exemple). Nous exigeons qu'un plan pluriannuel de rénovation énergétique du bâti scolaire dans les collèges du département soit mis en place, un plan concerté qui tienne compte des besoins réels permettant de dégager enfin des perspectives.

Une augmentation des dotations, mais en trompe-l'œil

À première vue, les dotations de fonctionnement augmentent, mais l'essentiel est englouti dans les dépenses de viabilisation (68%), alors que les critères de répartition pour l'enseignement, n'ont pas bougé depuis 10 ans ! De même, rénover le bâti scolaire aurait permis de réduire les dépenses liées à l'énergie...

Considérer les collèges publics comme un coût, et non comme un investissement, conduit à des décisions de gestion dénuées de tout bon sens.

Budget 2027 : à nouveau l'austérité pour l'Education

Cette question du bâti scolaire ne peut d'ailleurs pas être séparée de celle des moyens humains. La rentrée 2026 confirme, une fois de plus, les difficultés persistantes de recrutement et de remplacement, malgré l'effet d'aubaine d'un nouveau concours qui s'adressait cette année à 3 cohortes d'étudiant.es (L3, M1 et M2). Dans le Territoire de Belfort, nous constatons des postes non pourvus, des remplacements non assurés, des professeurs baladés sur plusieurs établissements, des classes surchargées ce qui dégrade un peu plus les conditions d'enseignement et de travail.

Des équipes, à bout, ont dû se résoudre à faire grève, donc à perdre une journée de salaire, pour qu'enfin leurs difficultés soient entendues. Mais les premières pistes du budget 2027 n'augurent rien de bon, avec un gouvernement qui continue l'œuvre de destruction du service public, engagée par M. Macron et M. Blanquer il y a 10 ans. Les projections démographiques sont instrumentalisées pour supprimer des postes et réduire le maillage territorial. Des milliards pour l'Armée, des miettes pour l'École, le projet pour la Jeunesse est tristement clair.

Des métiers déclassés, des salaires sacrifiés

Pour nos rémunérations, c'est en revanche l'hiver ! Le gouvernement promet un nouveau gel du point d'indice, le 8e en 10 ans, alors que l'inflation repart à la hausse. Le choix du déclassement salarial est délétère et reste l'une des explications du décrochage des performances de la France dans le classement PISA. Cela montre aussi tout le mépris du travail féminin, quand 74 % des agent·es aux plus faibles salaires sont des femmes. Comment la puissance publique compte-t-elle répondre aux besoins de la population, alors qu'un tiers des fonctionnaires partiront à la retraite d'ici 10 ans ?

La FSU, avec une intersyndicale unitaire, appelle à la grève le 29 septembre, pour :

- des mesures de revalorisation salariale d'urgence mises au budget 2027
- l'indexation automatique de la valeur du point d'indice sur l'inflation
- un plan pluriannuel de revalorisation de nos métiers
- des mesures fortes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH
- une vraie grille de rémunération nationale pour les AED

Bâti scolaire inadapté, dérèglement climatique, manque de personnels, précarisation et sous-rémunération : ces difficultés ne sont pas indépendantes les unes des autres. Elles découlent de choix budgétaires et politiques qui fragilisent l'Éducation nationale.

L'Éducation nationale ne peut pas demander aux personnels de s'adapter seuls à des conditions de travail et d'enseignement qui se dégradent. Les collectivités, de leur côté, ne peuvent pas rester seules face à des investissements qui relèvent d'une politique nationale d'adaptation au changement climatique. C'est à l'État de prendre ses responsabilités et de garantir les moyens nécessaires.

La FSU attend désormais des actes, des engagements budgétaires et un calendrier précis. Les personnels ne se satisferont pas de nouvelles promesses ou de nouvelles études sans échéances ni moyens.

Dernier point d'actualité, et non des moindres : selon l'Est Républicain, M. le Président du Département lisait le dernier rapport de la chambre régionale des comptes comme une demande de fermeture du collège de Chateaudun, qui souffre d'un taux d'occupation faible. Envisager cette opération pour un établissement public coincé entre deux collèges privés est une atteinte à l'École de la République, qui est la seule à accueillir tous les enfants, quel que soit leur milieu social. Au contraire, **la FSU** demande depuis de nombreuses années un renforcement et un soutien du collège, qui souffre d'un manque de moyens et d'un taux d'évitement très élevé.

La baisse démographique ne doit pas être un alibi pour dégrader l'offre publique au bénéfice des établissements privés. Que les familles se détournent de l'École de la République devrait être un signal alarmant, pour toutes les personnes attachées au vivre-ensemble et à la cohésion sociale de notre Nation.